

10/08/2021

RAP/RCha/ITA/20(2021)

## **CHARTE SOCIALE EUROPEENNE**

### COMMENTAIRES DE LA CONFEDERAZIONE GENERALE ITALIANA DEL LAVORO (CGIL) SUR LE 20<sup>e</sup> RAPPORT SIMPLIFIÉ DU GOUVERNEMENT ITALIEN

concernant :

*Confederazione Generale Italiana del Lavoro c. Italie,*  
réclamation n° 140/2016

Enregistrés par le Secrétariat le 4 août 2021

## **CYCLE 2020**



**Confederazione Generale Italiana del Lavoro**

**Corso d'Italia 25**

**00185 Roma Italia**

**segreteria.landini@cgil.it**

**Executive Secretary of the European Committee of Social Rights**

**Department of the European Social Charter**

**Directorate General of Human Rights and Rule of Law**

**Council of Europe**

**F-67075 Strasbourg Cedex**

**social.charter@coe.int**

**OBSERVATIONS DE LA CGIL SUR LE RAPPORT SIMPLIFIÉ  
DU GOUVERNEMENT ITALIEN SUR LES RÉCLAMATIONS COLLECTIVES  
DÉCIDÉES**

**OU ENCORE PENDANTES**

**ENTRE LE 1<sup>er</sup>.01.2016 ET LE 31.12.2019**

**CONCERNANT PLUS PARTICULIÈREMENT LA RÉCLAMATION**

**Confederazione Generale Italiana del Lavoro**

contre

**Italie**

(Réclamation collective n. 140 de 2016)

Le Gouvernement italien a présenté le Rapport simplifié sur les réclamations collectives décidées ou encore pendantes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2019, parmi lesquelles figure également la réclamation CGIL c. Italie (n° 140/2016) sur les droits syndicaux de la Guardia di Finanza (20<sup>th</sup> National Report on the implementation of the European Social Charter, daté de 4 mars 2021, mais rendu public en juillet 2021)

Sur ce point, le Comité européen des droits sociaux (à partir de maintenant: le Comité), avec sa décision du 22 janvier 2019 (rendue publique le 7 juin 2019), a retenu la réclamation avec laquelle la CGIL dénonçait la violation de la part de l'Italie de l'article 5 et de l'article 6, paragraphes 1, 2 et 4 de la Charte sociale européenne révisée (à partir de maintenant: Cser) en référence : à l'interdiction faite aux membres de la Guardia di Finanza de constituer des associations syndicales professionnelles entre militaires ou d'adhérer à d'autres associations syndicales (violation de l'article 5); à l'absence de dispositions prévoyant des consultations paritaires entre les membres du Corps et le Ministère de l'Economie et des Finances en tant qu'employeur (violation de l'article 6, par. 1); à l'absence de dispositions prévoyant des négociations volontaires entre les militaires de la Guardia di Finanza et le Ministère de l'Economie et des Finances pour régler les conditions d'emploi dans le cadre de conventions collectives (violation de l'article 6, par. 2); à l'interdiction faite aux membres de la Guardia di Finanza d'exercer le droit de grève (violation de l'article 6, par. 4).

Dans sa décision du 22 janvier 2019, le Comité a constaté que, suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle italienne n° 120 du 11 avril 2018 qui a déclaré l'inconstitutionnalité de l'article 1475, alinéa 2, du Décret Législatif 15 mars 2010, n° 66 (à partir de maintenant: Code militaire) dans la mesure où il interdit aux militaires de «constituer des associations professionnelles à caractère syndical», les agents de la Guardia di Finanza (et, en général, le personnel militaire) ont désormais la possibilité de constituer des associations syndicales (§ 78 de la décision). Il souligne néanmoins que les conditions et les limites applicables à de tels syndicats devraient être prévues par une loi séparée sur la base de la nouvelle formulation de l'article 1475 cité, une loi que le Comité n'a pu examiner au moment de la décision. C'est pourquoi, l'objet de son évaluation est de savoir si le cadre juridique et la pratique nationaux en vigueur au moment de la décision, à la lumière de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, sont conformes aux exigences des articles 5 et 6 de la Cser (§ 73). En particulier:

- eu égard à l'**article 5 de la Cser**:

Le Comité a rappelé que «les organisations syndicales doivent être libres de se constituer sans autorisation préalable et les formalités de création (entre autres déclaration, enregistrement) doivent être simples et faciles à appliquer» (§ 82). Et il a donc estimé que la

violation de l'article 5 de la Cser subsistait, parce que la «constitution de syndicats ou d'organisations professionnelles par les membres de la Guardia di Finanza est soumise au consentement préalable du Ministre», et étant donné «l'absence de dispositions prévoyant des voies de recours judiciaires et administratives en cas de refus arbitraire d'enregistrement» (§ 83);

Il a affirmé que la liberté de tout membre des Forces de police d'adhérer ou de ne pas adhérer à des syndicats ou à des associations professionnelles et la liberté des syndicats de police de pouvoir s'affilier à des organisations nationales et internationales constituent l'essence du droit syndical garanti par la Cser (§ 88). Par conséquent, l'interdiction faite aux membres de la Guardia di Finanza d'adhérer à d'autres syndicats non militaires, alors que la Guardia di Finanza est comparable à une Force de police car elle exerce principalement, et de manière nettement dominante, des fonction de police, constitue une violation de l'article 5 de la Cser (§ 89);

Il a estimé qu'une interdiction *totale* faite aux membres de la Guardia di Finanza d'adhérer à des syndicats n'est ni nécessaire ni proportionnée, notamment parce qu'une telle restriction a pour effet concret de priver ses membres, ou les syndicats qui les représentent, d'un outil efficace pour négocier leurs conditions de travail. Par conséquent, dans le cadre de l'article 5 de la Cser, les membres susmentionnés «doivent pouvoir s'inscrire au syndicat de leur choix et les syndicats doivent pouvoir s'affilier à des organisations nationales et internationales» (§ 92);

Le Comité a conclu que le Code militaire italien réduisait le droit syndical garanti par l'article 5 d'une manière non nécessaire dans une société démocratique à la protection, notamment, de la sécurité nationale en vertu de l'article G de la Cser. En conséquence il est affirmé qu'il y a violation de l'article 5 eu égard aux agents de la Guardia di Finanza, et ce indépendamment de la nature civile ou militaire de leurs missions (§ 98).

- eu égard à l'**article 6 de la Cser**:

Après avoir reconnu l'existence et les fonctions des Organismes de Représentation visés aux articles 1476 et 1478 du Code militaire, le Comité a décidé que l'art. 6, par. 1, de la Cser n'était pas violé (§ 115);

Il a jugé, en revanche, qu'il y avait violation de l'article 6, par. 2. En effet, les procédures en vigueur en matière de négociation collective *ex* articles 2, 4 e 7 du Décret Législatif 12 mai 1995, n° 195 et article 1478 du Code militaire ne constituent pas des «alternatives raisonnables» au processus de négociation; ni les Organismes de Représentation susmentionnés ont la possibilité de formuler des avis ou de présenter des demandes sur des

matières fondamentales comme la formation, les relations fonctionnelles hiérarchiques, la distribution du personnel, etc. Il en découle que ces Organismes de Représentation ne sont pas dotés des outils appropriés pour négocier effectivement les conditions de travail, y compris la rétribution, de ses propres membres (§§ 132-133);

Le Comité a jugé qu'il y avait aussi une violation de l'article 6, par. 4, de la Cser. Il constate que le droit de grève est «intimement lié [à celui] de négociation collective», considérant qu'il se pose comme outil de majeure efficacité pour obtenir un résultat favorable (pour les salariés) dans le cadre d'un processus de négociation (§ 143). Il prend acte que la Cour constitutionnelle italienne – avec son arrêt n° 120 du 2018 – a confirmé l'interdiction faite au personnel militaire de faire la grève au sens de l'article 1475, alinéa 4, du Code militaire (§ 147). Il s'agit cependant de vérifier si l'interdiction absolue imposée par la loi italienne aux membres de la Guardia di Finanza est «proportionnée au but poursuivi et donc nécessaire dans une société démocratique» (§ 149);

Il a rappelé que, à l'avis du Comité sur la liberté syndicale de l'OIT, quand le droit de grève est restreint ou interdit dans certaines entreprises ou services considérés comme essentiels, il faut accorder une juste protection aux travailleurs pour compenser ces restrictions, de telle sorte que «la limitation du droit de grève (...) devrait être accompagnée de procédures de conciliation et d'arbitrage appropriées, équitables et rapides» (§ 150);

Le Comité comprend «l'importance pratique» de ce que soutient le Gouvernement italien à propos de la nécessité de maintenir le fonctionnement du commandement dans les situations plus extrêmes d'exposition militaire de la Guardia di Finanza et des Forces armées, mais à son avis «il ne s'agit pas d'un motif nécessaire à la lumière de l'article G». Dans la pratique, «en cas de grève on peut imposer des services minimums dans le secteur de la défense». On peut trouver d'autres mesures de compensation par loi, comme «une procédure de négociation effective et régulière au plus haut niveau entre les membres du corps de la Guardia di Finanza et l'autorité de commandement en ce qui concerne non seulement les conditions matérielles et salariales mais aussi l'organisation du travail ou une procédure de conciliation ou d'arbitrage». Ayant recours à ces mesures le droit de grève «serait proportionné» (§ 152). Eh bien, aucune de ces mesures n'a été adoptée en Italie. Les «services minimums en cas de grève ne sont pas organisés ... dans le secteur de la défense nationale»: par ailleurs, la conclusion à laquelle est arrivé le Comité au sujet de l'existence de la violation de l'article 6, par. 2, de la Cser dérive des lacunes qui - à son avis – existent sur le plan de la négociation collective des membres de la Guardia di Finanza. Par conséquent l'interdiction absolue de faire la grève imposée par la

loi italienne aux agents de ce dernier corps «n'est pas proportionnée à l'objectif légitime suivi et, partant, n'est pas nécessaire dans une société démocratique» (§ 152).

\*\*\*\*\*

Il convient tout d'abord de relever qu'à ce jour aucune de ces violations constatées par le Comité n'a été corrigée par l'État italien.

**Sur le droit de constituer des associations syndicales et d'adhérer à d'autres syndicats** (article 5 de la Cser).

La Cour constitutionnelle italienne (arrêt n° 120 du 2018) ne s'est pas limitée à une déclaration d'inconstitutionnalité partielle de l'article 1475, alinéa 2, du Code militaire pour contraste avec l'art. 11 de la CEDH et avec l'article 5, 3<sup>o</sup> période, de la Cser, mais a fait une véritable intervention manipulatrice de la réglementation en vigueur et elle est arrivée jusqu'à reconstruire la discipline applicable. Cela est nécessaire - selon la Cour - car «une mise en œuvre correcte de la discipline constitutionnelle en la matière impose (...) une vérification ultérieure ; en effet, les valeurs qu'elle sous-tend sont d'une telle importance qu'elles rendent incompatible avec cette même discipline une reconnaissance non spécifiquement réglementée du droit d'association syndicale. La prévision de conditions et de limites à l'exercice du droit d'association syndicale, si elle est facultative pour les paramètres internationaux, est en revanche fondée dans la perspective nationale, au point d'exclure la possibilité d'un vide normatif, vide qui serait un obstacle à la reconnaissance même du droit d'association syndicale». Sur la base de cette thèse, la Cour constitutionnelle a jugé applicable l'article 1475, alinéa 1, du Code militaire, selon lequel «la constitution d'associations ou de cercles entre militaires est subordonnée à une autorisation préalable du Ministre de la Défense», car expression d'un principe général d'autorisation obligatoire des organes de sommet de chaque corps militaire pour toutes les formes associatives, un principe valable «a fortiori pour celles à caractère syndical, ... à cause de leur importance particulière». Il s'ensuit que les statuts des associations de militaires se constituant doivent être soumis aux organes compétents, qui doivent les examiner à l'instar de critères que le législateur est appelé à définir.

Dans l'attente de l'approbation d'une loi ad hoc et en relation à ce qui est indiqué par le Comité al § 83 de sa décision du 22 janvier 2019 (violation - dans la législation en vigueur - de l'article 5 de la Cser, car la «constitution de syndicats ou d'organisations professionnelles par les membres de la Guardia di Finanza est soumise au consentement préalable du Ministre de la Défense», et étant donné l'absence de mesures de protection en cas «de refus arbitraire d'enregistrement» des associations

syndicales), il faut relever comment aujourd'hui notre système juridique soumet la constitution des organisations syndicales entre militaires à l'autorisation préalable de l'Administration ministérielle.

Afin de mettre en œuvre ce qui a été affirmé par la Cour constitutionnelle en 2018, le Ministère de la Défense a fourni des indications spécifiques pour permettre le démarrage des procédures de constitution d'associations syndicales entre militaires (voir Circulaire 21 septembre 2018 - Annexe 1). Le Ministère de l'Economie et des Finances a ensuite adopté une Circulaire ayant un contenu analogue le 30 octobre 2018 (Annexe 2). Les procédures susmentionnées non seulement semblent s'écarter indûment de l'article 1475, alinéa 1, du Code militaire, mais paradoxalement limitent ultérieurement la liberté d'association syndicale.

En effet, la Circulaire du 30 octobre 2018 prévoit – en ce qui concerne l'autorisation ministérielle préalable - que la demande présentée au Cabinet du Ministre soit accompagnée d'un projet d'acte constitutif et du statut de l'association syndicale se constituant, ainsi que de l'avis motivé du Commandant général de la Guardia di Finanza. Le processus d'autorisation peut durer jusqu'à 180 jours et peut aussi être suspendu pendant une période de 30 jours pour des intégrations d'instruction. Le projet de statut est donc soumis à l'examen aussi bien du Commandant général que du Ministre de l'Economie et des Finances.

La Circulaire prévoit aussi une liste très articulée de conditions subjectives, objectives et fonctionnelles qui doivent toutes coexister pour la constitution légitime d'associations syndicales entre militaires. Quelques-unes de ces conditions vont bien au-delà des indications de la Cour constitutionnelles: il suffit de penser à l'obligation d'adopter «une dénomination apte à mettre en évidence la nature d'association professionnelle militaire, ... et à ce que celle-ci ne rappelle pas de manière équivoque des sigles syndicales auxquelles l'adhésion demeure interdite». D'autres conditions sont manifestement en contraste avec la jurisprudence de ce Comité: de l'interdiction faite aux associations syndicales se constituant «d'adhérer ou de se fédérer à d'autres associations syndicales non militaires» à «l'interdiction à user du droit de grève», jusqu'à l'exclusion des compétences et finalités associatives de négociation de matières fondamentales «relatives... à la formation, (...) à la relation hiérarchique-fonctionnelle et à l'emploi du personnel».

Il est bien évident que la prévision d'une autorisation préalable du Ministère/employeur pour la constitution d'une association syndicale limite *ab origine* les droits syndicaux des travailleurs de la Guardia di Finanza et que la procédure telle que décrite ci-dessus n'est ni simple ni facile à appliquer (cf. la décision du Comité du 22 janvier 2019, §§ 82 e 83).

En dernier lieu, il faut mettre en évidence que la proposition de loi présentée par le député Corda + autres (Annexe 3), approuvée par la Chambre des Députés en première lecture le 22 juillet 2020 et actuellement à l'examen du Sénat (A.S. 1893), apporte des dispositions spécifiques à propos des



procédures de constitution des associations syndicales entre militaires. Le système qui y est prévu continue néanmoins à soumettre l'exercice des activités syndicales et la récolte des contributions syndicales à l'octroi de l'autorisation préalable à la constitution de l'association syndicale.

En particulier, l'article 1, alinéa 1 de la proposition de loi "Corda" récrit - en ligne avec les indications de la Cour constitutionnelle - l'alinéa 2 de l'article 1475 du Code militaire, pour lequel «...les militaires peuvent désormais constituer des associations professionnelles à caractère syndical pour chaque Force armée ... ou interarmées».

En plus, d'autres limitations pénétrantes ont été introduites dans le texte de loi. L'article 1, alinéa 3, de la proposition de loi établit l'interdiction faite aux membres des Forces armées d'adhérer à des «associations professionnelles à caractère syndical différentes de celles constituées» en vertu de l'article 1475, alinéa 2. L'article 1, alinéa 6, établit l'interdiction absolue d'adhérer à des associations syndicales pour les membres des Forces armées qui sont formés dans les écoles ou les académies militaires. L'article 4 suivant, point d), établit une limitation ultérieure déraisonnable à l'affiliation, consistant en un plafond maximum de 75% aux inscriptions pour chaque catégorie du personnel sur le total des inscrits, ce qui a de graves effets sur le syndicat et sur les droits de tout citoyen à adhérer au syndicat de son choix. Et encore, l'article 8, au premier alinéa, restreint la possibilité de remplir des fonctions électives au sein du syndicat aux militaires «ayant effectué au moins cinq ans de service dans les Forces armées»; en outre, à l'alinéa 4, il prévoit que la durée des fonctions électives «est de quatre ans et ne peut pas être fractionnée. La réélection n'est pas admise pour plus de deux mandats consécutifs». Le texte de loi apparaît gravement restrictif de la liberté syndicale et de la liberté organisationnelle de l'association, en mettant des obligations déraisonnables à l'éligibilité à des fonctions de direction ou des conditions trop amples. Il faudrait éviter le risque que des conditions aussi strictes puissent amener l'Administration à user de manière arbitraire de ses propres pouvoirs d'investigation pour éloigner des militants syndicaux non désirés. Enfin, on ne comprend pas pourquoi il faudrait discipliner la durée d'une fonction au sein du syndicat, là où une situation comparable n'est pas réglementée pour la Police d'État.

Concernant les procédures de concession de l'autorisation préalable, l'article 3 prévoit que les associations syndicales entre les membres de la Guardia di Finanza – dans les 5 jours suivant leur constitution – déposent leur statut auprès du Ministère de l'Economie, qui est tenu de vérifier – dans les 60 jours suivants – la subsistance des conditions requises prévues par la loi et, en cas positif, d'en disposer la transcription dans un registre spécial. Les associations syndicales entre militaires doivent communiquer au Ministère de référence – dans les 5 jours – toute modification successive du statut. Dans ce cadre, les mesures de protection en cas de «refus d'enregistrement» ou de disposition ministérielle de radiation du registre se limitent à la communication aux promoteurs de l'association, dans le premier cas, du constat que les dispositions prévues dans le statut étaient en contraste avec les

dispositions de loi, dans le deuxième cas, de la perte «d'une seule même des conditions requises» ou de violation des exigences légales, avec faculté de l'association de présenter des observations écrites.

Il est clair que la proposition de loi "Corda" soumet les syndicats de la Guardia di Finanza à une domination durable de la part du Gouvernement, qui en est la contrepartie. En effet, le contrôle – aussi bien préalable que périodique – n'est pas confié à un organisme tiers, mais au Ministère de l'Economie lui-même.

Enfin, en ce qui concerne le droit pour les militaires de s'affilier ou d'adhérer aussi à d'autres organisations syndicales à caractère national et international, il est précisé ce qui suit.

L'article 1475, alinéa 2, Code militaire, dans le texte résultant de l'intervention de la Cour constitutionnelle (arrêt n° 120 du 2018), établit que «les militaires ... ne peuvent pas adhérer à d'autres associations syndicales». À son tour, la Circulaire du Ministère de l'Economie du 30 octobre 2018 pose «l'interdiction d'adhérer ou de se fédérer à d'autres associations syndicales non militaires» comme l'une des nombreuses conditions devant coexister pour la constitution légitime des associations syndicales.

Cette dernière interdiction n'est pas apte à surmonter l'examen de légitimité de l'article 5 de la Cser.

Le Comité a affirmé à plusieurs reprises le droit des militaires de "pouvoir s'inscrire à un syndicat de [leur] choix" à savoir de s'affilier ou d'adhérer aussi à d'autres organisations syndicales à caractère national et international.

Il faut mettre en évidence les décisions rendues dans les affaires *Conseil Européen des Syndicats de Police (CESP) c. Francia*<sup>1</sup> et *Organisation européenne des associations militaires (EUROMIL) c. Irlande*<sup>2</sup> qui déclarent incompatible avec l'article 5 cité aussi bien l'interdiction absolue faite aux membres des Forces armées et des Forces de police à statut militaire de constituer des organisations professionnelles à caractère syndical, que l'interdiction, également générale, d'adhérer à d'autres syndicats. Plus précisément, avec la décision rendue dans l'affaire *CGIL c. Italie* – et illustrée dans les pages précédentes – le Comité a déclaré incompatible avec ce même article 5 l'interdiction faite aux membres de la Guardia di Finanza – indépendamment de la nature civile ou militaire des missions confiées – de pouvoir s'affilier à d'autres organisations nationales et internationales (cf. la décision du Comité du 22 janvier 2019, §§ 88-89 e 92).

Sur ce point l'arrêt de la Cour constitutionnelle italienne n° 120 du 2018 – comme mis en évidence par le Gouvernement italien dans son Rapport du 4 mars 2021 – a déclaré non fondée la question de

---

1 CEDS, 27.1.2017, *Conseil Européen des Syndicats de Police (CESP) c. Francia*, réclamation collective n° 101/2013.

2 CEDS, 12.9.2017, *Organisation européenne des associations militaires (EUROMIL) c. Irlande*, réclamation collective n° 112/2014.

constitutionnalité posée par le Conseil d'État dans la partie concernant l'interdiction «d'adhérer à d'autres associations syndicales», car «les spécificités du règlement militaire justifient .... l'exclusion de formes associatives jugées ne répondant pas aux exigences conséquentes de compacité et d'unité des organismes qui composent ce règlement». En d'autres mots, la configuration constitutionnelle spéciale du règlement militaire - selon la Cour – requiert que les associations de représentation des intérêts professionnels du personnel militaire soient exclusivement des représentations de métier uniquement expression des intérêts professionnels des travailleurs des Forces armées.

Il convient de noter que, selon cette même Cour constitutionnelle, les décisions du Comité, bien que faisant autorité, n'ont aucun caractère contraignant pour les juges nationaux dans l'interprétation de la Charte social européenne. Tout autre est le discours se référant aux arrêts de la Cour EDH; selon la Cour constitutionnelle italienne, «puisque (...) les normes de la CEDH vivent dans l'interprétation que la Cour EDH donne de ces mêmes arrêts, la vérification de compatibilité constitutionnelle doit regarder la norme [de la CEDH] comme produit de l'interprétation, non la disposition considérée en soi». Cette distinction a permis de contourner la plus récente jurisprudence du Comité; ceci - comme on l'a vu – dans pas moins de trois occasions a confirmé le caractère illégitime de l'interdiction d'adhérer à d'autres associations syndicales imposée aux militaires pour violation de l'article 5 Cser.

Mais l'interdiction d'entretenir des relations organisationnelles avec d'autres syndicats porte à la création d'un syndicat exclusivement de métier, de corporation, et, en tant que tel, structurellement impropre à se faire porteur d'un intérêt collectif solidaire, général et intra-catégoriel qui devrait caractériser l'essence de l'être et de l'agir du syndicat.

En outre, le rappel du Gouvernement italien (*20th National Report on the implementation of the European Social Charter*, p. 57) au principe de «cohésion interne» et aux «standards de disponibilité et d'efficacité opérationnelle nécessaires», pour justifier la limitation en parole, apparaît excessif pour un corps de police comme la Guardia di Finanza, qui n'a pas vocation à la défense militaire.

Enfin, la proposition de loi “Corda” a prévu aussi bien l'interdiction faite aux membres des Forces armées d'adhérer à des «associations professionnelles à caractère syndical différentes de celles constituées» au titre de l'article 1475, alinéa 2 (cf. article 1, alinéa 3), que l'interdiction faite aux association syndicales entres militaires «d'assurer la représentation de travailleurs n'appartenant pas aux Forces armées ou de police à statut militaire» (article 4, point a). Cette initiative législative – si définitivement approuvée – ne serait pas, elle non plus, susceptible de passer outre l'examen de légitimité de l'article 5 de la Cser.

**Sur le droit de grève** (article 6, par. 4, Cser).

Concernant l'interdiction faite aux membres de la Guardia di Finanza de se prévaloir du droit de grève, le Gouvernement italien (*20th National Report on the implementation of the European Social Charter*, p. 49) soutient que l'application, avancée par le Comité (cf. décision du 22 janvier 2019, § 152), d'une discipline des "services minimums" serait irréalisable, dans la réalité des faits, dans le panorama italien du secteur "Sécurité-Défense"; en outre, cette application détonnerait «irréremédiablement et de manière inacceptable avec les valeurs constitutionnelles les plus importantes dont les membres de la Guardia di Finanza, ainsi que les autres membres des Forces armées et de police, sont aujourd'hui le bastion et les tuteurs infatigables, en garantissant la défense la plus vaillante de ces mêmes valeurs dans l'accomplissement quotidien des services auxquels ils sont préposés, qui ne peuvent être différés, presque jamais préventivement programmables ni contingentables».

Les considérations formulées par le Gouvernement italien au sujet de l'impossibilité de différer les services fournis par la Guardia di Finanza ne méritent pas d'être acceptées. Ce dernier corps s'occupe principalement – et presque exclusivement – de Police économique-financière, consistant en inspections et enquêtes en matière de recettes, dépenses et contrôle des marchés; seulement à titre concurrentiel, la Guardia di Finanza s'occupe de sécurité et d'ordre public. L'Agence des Entrées et l'Agence des douanes exercent des activités en grande partie superposables à celles de la Guardia di Finanza. En cas de grève, les travailleurs des Agences susmentionnées sont soumis à la réglementation des grèves dans les services publics essentiels dont à la Loi n ° 146 de 1990.

Par ailleurs, dans la décision du 22 janvier 2019, le Comité a affirmé que la reconnaissance du droit de grève servirait, dans ce cas, à compenser les lacunes qui, au moment de la promulgation de la décision, existaient - à son avis - en Italie sur le plan de la négociation collective des membres de la Guardia di Finanza (article 6, par. 2, Cser). Eh bien, aujourd'hui ces lacunes ne sont pas du tout surmontées, comme nous allons le voir. C'est pourquoi l'interdiction absolue de faire la grève encore imposée par la loi italienne aux membres de la Guardia di Finanza – pour reprendre les mots de ce Comité – n'est pas «proportionnée à l'objectif légitime suivi» et elle n'est donc pas «nécessaire dans une société démocratique», avec pour conséquence la violation de l'article 6, par. 4, de la Cser (décision du Comité du 22 janvier 2019, §§ 149 et 152).

Il convient en dernier lieu de mettre en évidence le fait que la proposition de loi "Corda" - à l'art. 4, point b) – confirme l'interdiction «d'annoncer ou de proclamer une grève ou des actions qui la remplacent, ou d'y participer même si proclamée par des organisations syndicales étrangères au personnel militaire ...».

**Sur les procédures de négociation collective** (article 6, par. 2, Cser).

Le Gouvernement italien remarque (*20th National Report on the implementation of the European Social Charter*, p. 58) que déjà à l'état actuel – dans la législation en vigueur - «on ne relève aucun “affaiblissement” de quelque nature que ce soit des droits du travailleur-militaire dans les relations avec son propre employeur (l'Administration militaire d'appartenance). Concrètement l'instrument actuel et effectif pour la protection des droits des travailleurs militaires est assuré par le système en vigueur des procédures de concertation, prévues par le Décret Législatif n° 195/1995, pour la définition du contenu du rapport d'emploi relatif, et par le rôle confié dans ce cadre aux Organes de la Représentation militaire...».

Cette affirmation ne correspond pas à la réalité. Les syndicats des membres de la Guardia di Finanza, même si constitués régulièrement, sont ignorés et exclus de toute confrontation au niveau de la négociation. En effet, exception faite de l'autorisation préalable dont on a parlé plus haut, le Gouvernement ne se confronte pas ni ne dialogue avec les néo-associations syndicales constituées, et maintient un comportement de totale indifférence, refusant même de donner une réponse – y compris quand elle est négative – aux demandes et aux sollicitations des Syndicats ; continuant, au contraire, à ne reconnaître que les Organismes de Représentation militaire et à ne recourir qu'à ces derniers.

L'engagement du Gouvernement italien en ce qui concerne le dialogue avec les associations syndicales se réduit essentiellement – dans la législation en vigueur – à la procédure pour l'obtention de l'autorisation préalable, par rapport à laquelle il reste – comme nous l'avons déjà dit - une large marge d'appréciation de la part de l'Administration.

Même quand le Ministère fait droit aux demandes présentées avec la promulgation des décrets ministériels de concession de l'autorisation (cf. *20th National Report on the implementation of the European Social Charter*, p. 56), il reste qu'à cette reconnaissance formelle de l'existence d'un organisme à caractère syndical ne correspond pas l'exercice de la part de ce dernier des libertés et des fonctions qui sont les siennes par nature.

Bien plus. Le Gouvernement italien prétend restreindre et entraver les Syndicats dans l'exercice des libertés syndicales et de leurs prérogatives. On se réfère au refus exprimé à propos de l'affichage des communiqués d'intérêt syndical sur les tableaux d'affichage (lettre de la Guardia di Finanza n° 76194 du 18 mars 2021 adressée au Sindacato Finanziari Democratici - Annexe 4).

Cette situation déjà critique est encore accentuée par le fait de l'application provisoire de la législation en vigueur (selon les indications de la Cour constitutionnelle, arrêt n° 120 du 2018), les Syndicats nouvellement constitués auraient les mêmes (maigres) attributions que les Organismes de

Représentation militaire. Ces derniers, comme l'a remarqué le Comité, n'ont pas la possibilité de formuler des avis ni de présenter des demandes sur des matières fondamentales comme la formation, les relations fonctionnelles hiérarchiques, la distribution du personnel, etc. avec pour conséquence que ces Organismes ne sont pas dotés des outils appropriés à négocier effectivement les conditions d'emploi, y compris la rétribution, de leurs propres membres (voir la décision du Comité du 22 janvier 2019, §§ 132-133, où il déclare la violation par l'Italie de l'article 6, par. 2, de la Charte).

En outre, les Autorités ministérielles continuent à interagir exclusivement avec les Représentations militaires (aux compétences desquelles les Circulaires du Ministère de la Défense 21 septembre 2019 et du Ministère de l'Economie du 30 octobre 2019 ne « portent pas atteinte »), en excluant de fait les associations à caractère syndical des relatives consultations.

Le Tribunal Administratif Régional du Latium, Section Première Bis (ordonnance n° 963/2021 du 12 février 2021), a rejeté l'instance de précaution dans le recours proposé par le Sindacato Nazionale Finanziari (SI.NA.FI.) pour la reconnaissance du droit à participer aux procédures pour la définition de l'accord syndical, ainsi que des mesures relatives de concertation du Secteur Sécurité/Défense afférentes au personnel non dirigeant, pour le triennat 2019-2021. Le Juge administratif a précisé que, «à l'état de la réglementation législative actuellement en vigueur, même suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle 11 avril 2018, n° 120, les conditions pour l'acceptation de la réclamation .... faite valoir par le Syndicat réclamant, ne sont pas réunies». Sur ce point la Présidence du Conseil des ministres - Département de la Fonction publique a récemment fait valoir que, «dans l'attente d'une intervention normative afférente à un réaménagement ciblé de la réglementation en la matière, les conditions juridiques pour procéder à la convocation des Associations professionnelles à caractère syndical entre militaires ne sont pas réunies à l'heure actuelle, le ministère devant respecter la législation en vigueur, en particulier le Décret Législatif n° 195 du 12 mai mai 1995» (Annexe 5).

Par conséquent – dans la législation en vigueur, contrairement à ce qu'a affirmé le Gouvernement italien - les syndicats nouvellement constitués se présentent comme des coquilles vides. Ils se voient aussi refuser la possibilité fondamentale de participer aux consultations aux côtés des Organismes de Représentation militaire, ainsi que celle d'engager une véritable négociation avec les représentants des Ministères sur des questions relatives aux conditions de travail.

Contrairement à ce qu'a affirmé le Gouvernement italien (*20th National Report on the implementation of the European Social Charter*, p. 57), les dispositions de loi "Corda" ne sont pas en mesure de doter les associations syndicales entre militaires d'outils appropriés à une négociation effective des conditions d'emploi, y compris la rétribution, de leurs propres membres.

Le Gouvernement italien valorise la disposition visée à l'article 5, alinéa 2, point a), qui affirme que les questions relatives, entre autres, aux «contenus de la relation d'emploi du personnel militaire

relèvent de la compétence des associations syndicales (...). Cette prérogative s'exercera dans l'attribution des pouvoirs de négociation aux associations qui seront reconnues – à raison du nombre de leurs inscrits – comme les plus représentatives à l'échelle nationale [conformément à ce qui est prévu par l'article 13], et qui prendront part aux procédures de négociation pour la conclusion d'accords syndicaux» visés à l'article 11.

Nous remarquons en revanche que l'article 5, alinéa 3, de la proposition susmentionnée confirme l'exclusion de la compétence des associations syndicales entre militaires du traitement des questions fondamentales «relatives au règlement militaire, à l'instruction, aux opérations, au secteur logistique-opérationnel, au rapport hiérarchique-fonctionnel ainsi qu'à l'emploi du personnel en service». En temps de paix, une exclusion d'une telle ampleur n'a aucun fondement et n'a pas d'équivalent dans la fonction publique, ni en référence aux syndicats des Forces de police non militaires.

Par ailleurs, le champ des matières objet de négociation au sens de l'article 11, alinéa 4, est restreint et n'est pas comparable à celui des membres des Forces de police non militaires. La non-reconnaissance de la compétence contractuelle en matière d'articulation de l'horaire de service risquerait de miner en profondeur le rôle des associations syndicales entre militaires.

Tout cela porte à croire que cette initiative législative – en admettant aussi qu'elle puisse être définitivement adoptée par le Parlement italien – n'est pas, à la lumière de l'interprétation fournie par le Comité dans sa décision du 22 janvier 2019 (§§ 132-133), apte à surmonter l'examen de légitimité de l'article 6, par. 2, de la Cser.

\*\*\*\*\*

Pour toutes ces raisons, la CGIL demande que le Comité européen des Droits sociaux veuille bien, dans les *Findings 2021*, réaffirmer :

- la violation de l'article 5 de la Cser car – dans la législation en vigueur - la constitution de syndicats par les membres de la Guardia di Finanza est soumise au consentement préalable du Ministère et il est interdit aux syndicats des membres de la Guardia di Finanza de s'affilier à des organisations nationales et internationales;

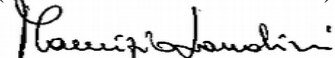
- la violation de l'article 6, par. 2, de la Cser car non seulement aucun rôle effectif n'est reconnu de fait aux associations syndicales nouvellement constituées en termes de représentation des intérêts de leurs membres, mais au contraire ces mêmes associations sont entravées dans l'exercice des libertés syndicales et de leurs prérogatives; par ailleurs, dans l'attente de la procédure d'approbation de la loi de réforme ad hoc et par effet de l'application provisoire de la réglementation en vigueur (cf. Cour constitutionnelle, arrêt n° 120 du 2018), les associations syndicales nouvellement constituées ont les mêmes (maigres) attributions que les Organismes de Représentation militaire et

ces derniers – comme l’a affirmé le Comité – ne sont pas dotés des outils aptes à négocier effectivement les conditions d’emploi, y compris la rétribution, de leurs propres membres;

- la violation de l’article 6, par. 4, de la Cser car aucune des mesures de compensation envisagées par le Comité (l’imposition de «services minimums dans le secteur de la défense» ou bien «une procédure de négociation effective et régulière au plus haut niveau entre les membres du corps de la Guardia di Finanza et l’autorité de commandement en ce qui concerne non seulement les conditions matérielles et salariales mais aussi l’organisation du travail ou une procédure de conciliation ou d’arbitrage») n’a été entre-temps adoptée en Italie. C’est pourquoi l’interdiction absolue de faire la grève encore imposée au titre de l’article 1474, alinéa 4, du Code militaire n’est pas «proportionnée à l’objectif suivi» et n’est donc pas «nécessaire dans une société démocratique».

Rome- Strasbourg, le 3 août 2021

Maurizio Landini  
(Secrétaire Général CGIL)



Annexes:

1. Ministère de la Defense, Circulaire 21 septembre 2018 (“*Sentenza della Corte Costituzionale n° 120/2018. Procedure per la costituzione di associazioni sindacali formata da membri delle forze armate*”);
2. Ministère de l’Economie et des Finances, Circulaire 30 octobre 2018 (“*Sentenza della Corte Costituzionale n° 120/2018. Procedure per la costituzione di associazioni professionali tra militari a carattere sindacale*”);
3. Proposition de loi recante “*Norme sull’esercizio della libertà sindacale del personale delle Forze armate e delle Forze di polizia a ordinamento militare, nonché delega al Gouvernement per il coordinamento normativo*”;
4. Guardia di Finanza, Lettre n° 76194 du 18 mars 2021 adressée au Sindacato Finanziari Democratici;
5. Présidence du Conseil des ministres - Département de la Fonction publique (*Atto di significazione diffida e messa in mora del 31 maggio 2021 del Sindacato Finanziari Democratici (SFD), Federazione Lavoratori Militari (FLM) e Sindacato dei Militari, per la partecipazione alle trattative per il rinnovo degli accordi sindacali di negoziazione e concertazione - Comparto Sicurezza/Difesa - triennio 2019/2021*).





# Ministero della Difesa

## Gabinetto del Ministro

Via XX Settembre, 8 00187 ROMA

PEI: [udc@gabmin.difesa.it](mailto:udc@gabmin.difesa.it) PEC: [udc@postacert.difesa.it](mailto:udc@postacert.difesa.it)

All./Ann.: ///  
Uf./Class.: APM / 11.7.291 / 18\_AP

**Oggetto:** Sentenza della Corte Costituzionale n. 120 in data 13 giugno 2018. Procedure per la costituzione di associazioni professionali tra militari a carattere sindacale.

AL CAPO DI STATO MAGGIORE DELLA DIFESA  
AL SEGRETARIO GENERALE DELLA DIFESA/DNA  
AL DIRETTORE DELL'UFFICIO CENTRALE DEL BILANCIO E DEGLI AFFARI FINANZIARI  
AL DIRETTORE DELL'UFFICIO CENTRALE PER LE ISPEZIONI AMMINISTRATIVE  
AL COMMISSARIO GENERALE PER LE ONORANZE AI CADUTI IN GUERRA

e. per conoscenza:

AL CAPO DI STATO MAGGIORE DELL'ESERCITO  
AL CAPO DI STATO MAGGIORE DELLA MARINA  
AL CAPO DI STATO MAGGIORE DELL'AERONAUTICA  
AL COMANDANTE GENERALE DELL'ARMA DEI CARABINIERI

\*\*\*\*\*

*Seguito:*

- a. fgl. n. 1/18802/11.7.141.3195 in data 18 marzo 1996;
- b. fgl. n. 1/1822/11.7.155/02R in data 15 gennaio 2002;
- c. fgl. n. 1/36211/11.7/02 ML in data 10 luglio 2003;
- d. fgl. n. 1/55455/11.7.0/05 in data 8 novembre 2005.

*Riferimento:* fgl. SMD n. 29.4/1060/C123-2 in data 8 marzo 2006.

\*\*\*\*\*

L'articolo 1475, comma 2, del Codice dell'ordinamento militare (COM) va oggi letto alla luce del dettato della sentenza della Corte costituzionale n. 120 del 13 giugno 2018 (pubblicata in G.U. Serie speciale - n. 25 del 20 giugno 2018). I giudici costituzionali hanno infatti deliberato che *"I militari possono costituire associazioni professionali a carattere sindacale alle condizioni e con i limiti fissati dalla legge"*. Resta fermo che i militari non possono aderire ad altre associazioni sindacali ed esercitare il diritto di sciopero (articolo 1475, comma 4, del COM).

Nelle more di un intervento organico del legislatore in materia e al fine di dare attuazione a quanto previsto dalla Corte, si ritiene opportuno integrare le disposizioni emanate con le circolari cui si fa seguito, impartendo specifiche indicazioni per consentire l'avvio delle procedure di costituzione dei sodalizi in disamina.

Al riguardo, va innanzitutto considerato che le associazioni professionali tra militari a carattere sindacale necessitano, al fine di poter svolgere la loro regolare e ordinata attività in un quadro giuridico omogeneo e coerente con i limiti imposti dalla normativa vigente, del preventivo assenso del Ministro della difesa, previsto dall'articolo 1475, comma 1, del COM, trattandosi di una "condizione di carattere generale, valida per ogni associazione, a fortiori per quelle a carattere sindacale, sia perché species del genere più ampio considerato dalla norma, sia per la loro particolare rilevanza"<sup>1</sup>.

Nell'esercizio di tale potere autorizzativo si realizza peraltro, come sancito dalla sentenza della Corte Costituzionale, il necessario bilanciamento del riconosciuto diritto alla costituzione dei sodalizi in parola e l'adesione agli stessi con il valore supremo di difesa della Patria e assoluta neutralità delle Forze armate, in modo da assicurare, sempre e comunque nell'interesse nazionale, la massima coesione interna e prontezza operativa di queste ultime e del Corpo della Guardia di finanza.

In ordine alla tempistica procedimentale, il termine massimo per l'esercizio della prerogativa di assenso è fissato dall'articolo 1038, comma 2, let. a), del Testo unico regolamentare in materia di ordinamento militare (D.P.R. n. 90 del 2010 - TUOM) in 180 giorni, decorrenti dalla data di ricevimento della richiesta ed è sospendibile ai fini istruttori per un periodo non superiore a 30 giorni, ai sensi dell'articolo 2, comma 7, della legge n. 241 del 1990, per permettere alle costituende associazioni di regolarizzare eventuali indispensabili adempimenti.

Relativamente all'attività istruttoria, in armonia con quanto avviene per le altre tipologie associative, le istanze dovranno pervenire al Gabinetto del Ministro corredate delle bozze di atto costitutivo e di statuto e dei pareri dei Capi di Stato Maggiore di Forza Armata/Comandante Generale dell'Arma dei Carabinieri e del Capo di Stato Maggiore della Difesa, fondati su valutazioni ampie e complete.

Per l'area tecnico amministrativa, le istanze andranno invece corredate dei pareri della scala gerarchica e del Segretario Generale della Difesa/DNA, mentre, per le associazioni aventi carattere interforze dovranno essere acquisiti i pareri dei Capi di Forza Armata interessati/Comandante Generale dell'Arma dei Carabinieri, nonché del Comandante Generale della Guardia di Finanza qualora il sodalizio contempli anche personale appartenente a tale Corpo.

Per quanto concerne i requisiti per la legittima costituzione delle associazioni in tratto, si segnala la necessaria coesistenza delle seguenti condizioni soggettive, oggettive e funzionali:

- divieto di avvalersi del diritto di sciopero;
- divieto di aderire o federarsi ad altre associazioni sindacali non militari<sup>2</sup>;
- uso di una denominazione idonea ad evidenziarne la natura di associazione professionale militare, sia pure a carattere sindacale, e che non richiami, in modo equivoco, sigle sindacali per le quali sussiste il divieto di adesione<sup>3</sup>;
- adesione del solo personale militare in servizio e di quello in ausiliaria, quest'ultimo in quanto pienamente assoggettabile ad obblighi di servizio, destinatario di una specifica indennità per tale disponibilità e comunque soggetto a determinati vincoli dall'art. 994 del COM. Tale limite associativo è ricavabile dal diritto, riconosciuto dalla Corte costituzionale, di costituire non già associazioni sindacali militari *latu sensu*, ma associazioni professionali militari a carattere sindacale, con ciò rimarcandone la destinazione al solo personale militare in attività di servizio. Del resto il termine "professione", nella sua più ampia accezione, definisce un'attività lavorativa esercitata in modo continuativo a scopo di guadagno, mentre l'art. 893 del COM prevede che "il

<sup>1</sup> Corte Costituzionale, sentenza n. 120 del 2018, punto 16.

<sup>2</sup> La seconda parte del comma 2 dell'articolo 1475 del COM non è stata, infatti, censurata dalla Corte costituzionale, la quale ha anzi affermato la legittimità del divieto per i militari di adesione ad "altre associazioni sindacali" (Corte Costituzionale, sentenza n. 120 del 2018, punti 14 e 19, e art. 1475, comma 2, D.Lgs. n. 66/2010, nella parte non caducata).


<sup>3</sup> Vedasi nota 2.

- militare in servizio permanente è fornito di rapporto di impiego che consiste nell'esercizio della professione di militare";
- iscrizione del personale militare di qualsiasi ruolo e grado e tutela degli interessi di tutti gli iscritti, a prescindere dal ruolo di appartenenza. Tale condizione è necessaria per evitare, in caso di costituzione di associazioni sindacali di categoria, forme di conflittualità interna alla compagine militare, con conseguente lesione del fondamentale principio di coesione già affermato dalla Corte costituzionale<sup>4</sup>;
  - esclusione dalle competenze, o comunque dalle finalità statutarie, della trattazione delle materie attinenti a ordinamento, addestramento, operazioni, settore logistico-operativo, rapporto gerarchico-funzionale e impiego del personale;
  - estraneità, anche solo in termini di partecipazione e sostegno, alle competizioni politiche e amministrative comunitarie, nazionali e territoriali di qualsivoglia livello e natura;
  - rispetto del principio di democraticità delle Forze Armate ai sensi dell'articolo 52 della Costituzione, anche al fine di rendere effettiva la libertà di associazione riconosciuta, con particolare attenzione alla elettività delle cariche direttive, per le quali deve essere dunque prevista una durata temporale ben definita e la rieleggibilità solo dopo un adeguato periodo di tempo;
  - osservanza del principio di neutralità delle Forze Armate ai sensi degli articoli 97 e 98 della Costituzione, valido per tutto il pubblico impiego e a maggior ragione per i Corpi deputati alla difesa della Patria;
  - chiarezza inequivocabile riguardo alla struttura organizzativa, alle modalità di costituzione e di funzionamento nonché alle fonti di finanziamento, consistenti esclusivamente nei proventi derivanti dalle deleghe connesse al versamento delle quote da parte degli associati;
  - assenza di finalità lucrative e previsione di rendiconti patrimoniali annuali, con carattere di massima trasparenza e visibilità;
  - rispetto dei principi di trasparenza e *privacy*, come dettati dall'ordinamento.

Restano ferme, a legislazione vigente, le competenze degli organismi della rappresentanza militare.

Le disposizioni previste dalle precedenti direttive rimangono vigenti qualora non in contrasto con la presente circolare.

IL CAPO DI GABINETTO  
(Gen. S.A. Alberto ROSSO)



---

<sup>4</sup> Corte Costituzionale, sentenza n. 449 del 13 dicembre 1999, punti 2 e 3.



*Ministero*  
*dell'Economia e delle Finanze*  
GABINETTO DEL MINISTRO

30 OTT. 2018

N. 20619

**OGGETTO:** Sentenza della Corte Costituzionale n. 120 del 13 giugno 2018.  
Procedure per la costituzione di associazioni professionali tra militari a carattere sindacale.

**AL COMANDANTE GENERALE  
DELLA GUARDIA DI FINANZA**

**ROMA**

AAAAAA

**1. PREMESSA**

Con la sentenza della Corte Costituzionale n. 120 del 13 giugno 2018 (pubblicata in G.U. Serie speciale - n. 25 del 20 giugno 2018) è stata dichiarata l'illegittimità costituzionale dell'articolo 1475, comma 2, del D.Lgs. n. 66/2010, nella parte in cui stabilisce che i militari non possono costituire associazioni professionali a carattere sindacale.

Il Giudice costituzionale, al riguardo, ha affermato che *"I militari possono costituire associazioni professionali a carattere sindacale alle condizioni e con i limiti fissati dalla legge; non possono aderire ad altre associazioni sindacali"*. Nella sentenza, oltre alla conferma del divieto di adesione ad altre organizzazioni sindacali, è stata ribadita la sussistenza del divieto di esercizio del diritto di sciopero, previsto dal successivo comma 4 dell'articolo 1475 del D.Lgs. n. 66/2010.

Nelle more di un intervento organico del legislatore in materia e al fine di dare attuazione a quanto previsto dalla Corte Costituzionale, appare opportuno fornire - in analogia alle disposizioni emanate dal Capo di Gabinetto del Ministro della Difesa - specifiche indicazioni per consentire l'avvio delle procedure di costituzione delle associazioni in oggetto.

Al riguardo, va innanzitutto considerato che le associazioni professionali tra militari a carattere sindacale necessitano, al fine di poter svolgere la loro regolare e ordinata attività in un quadro giuridico omogeneo e coerente con i limiti imposti dalla normativa vigente, del preventivo assenso ministeriale, previsto dall'articolo 1475, comma 1, del D.Lgs. n. 66/2010, trattandosi, come ha avuto modo di sottolineare il Giudice delle leggi, di una *"condizione di carattere generale valida a fortiori per quelle a carattere sindacale,*

*sia perché species del genere considerato dalla norma, sia per la loro particolare rilevanza*<sup>1</sup>.

Nell'esercizio di tale potere autorizzativo si realizza peraltro, come sancito dalla sentenza della Corte Costituzionale, il necessario bilanciamento del riconosciuto diritto alla costituzione delle organizzazioni in parola e all'adesione alle stesse con il valore supremo di difesa della Patria e assoluta neutralità delle Forze Armate, in modo da assicurare, sempre e comunque nell'interesse nazionale, la massima coesione interna e prontezza operativa di queste ultime, dell'Arma dei carabinieri e della Guardia di finanza.

## **2. PROCEDIMENTO**

Per quanto concerne gli aspetti procedurali relativi all'assenso preventivo ministeriale, le istanze dovranno pervenire al Gabinetto del Ministro dell'economia e delle finanze corredate delle bozze di atto costitutivo e statuto, nonché di un motivato parere del Comandante Generale della Guardia di finanza.

Laddove dovessero essere presentate istanze inerenti alla costituzione di associazioni aventi carattere interforze, le stesse, corredate delle bozze di atto costitutivo e statuto, dovranno essere inoltrate, unitamente a un motivato parere del Comandante Generale della Guardia di finanza, al Ministero della Difesa e, per conoscenza, al Gabinetto del Ministro dell'economia e delle finanze.

Ai sensi dell'articolo 1038, comma 2, lettera a), del D.P.R. n. 90/2010, il termine per la conclusione del procedimento relativo al preventivo assenso ministeriale è di 180 giorni decorrenti dalla data di ricevimento dell'istanza. Lo stesso può essere sospeso per un periodo non superiore a 30 giorni per integrazioni istruttorie, ai sensi dell'articolo 2, comma 7, della L. n. 241/1990.

## **3. REQUISITI PER LA COSTITUZIONE**

Per quanto concerne i requisiti per la legittima costituzione delle associazioni professionali tra militari a carattere sindacale, si segnala la necessaria coesistenza delle seguenti condizioni soggettive, oggettive e funzionali:

- a. divieto di avvalersi del diritto di sciopero;
- b. divieto di aderire o federarsi ad altre associazioni sindacali non militari<sup>2</sup>;
- c. uso di una denominazione idonea a evidenziare la natura di associazione professionale militare, sia pure a carattere sindacale, e che non richiami, in modo equivoco, sigle sindacali per le quali sussiste il divieto di adesione;
- d. adesione del solo personale militare in servizio e di quello in ausiliaria (quest'ultimo in quanto pienamente assoggettabile a obblighi di servizio, destinatario di una specifica indennità per tale disponibilità e comunque soggetto a determinati vincoli dall'articolo 994 del D.Lgs. n. 66/2010); tale limite associativo è ricavabile dal diritto,

<sup>1</sup> Corte Costituzionale, sentenza n. 120 del 2018, punto 16.

<sup>2</sup> La sentenza n. 120 del 2018 della Corte Costituzionale ha confermato la legittimità del divieto per i militari di adesione ad "altre associazioni sindacali", sancito dalla seconda parte del comma 2 dell'articolo 1475 del D.Lgs. n. 66/2010.

- riconosciuto dalla Corte Costituzionale, di costituire non già associazioni sindacali militari *latu sensu*, ma associazioni professionali militari a carattere sindacale, con ciò rimarcandone la destinazione al solo personale militare in attività di servizio<sup>3</sup>;
- e. adesione del personale militare di qualsiasi ruolo e grado e tutela degli interessi di tutti gli iscritti, a prescindere dal grado e ruolo di appartenenza<sup>4</sup>;
  - f. esclusione dalle competenze o, comunque, dalle finalità associative della trattazione delle materie attinenti all'ordinamento, all'addestramento, alle operazioni, al settore logistico-operativo, al rapporto gerarchico-funzionale e all'impiego del personale;
  - g. estraneità, anche solo in termini di partecipazione e sostegno, alle competizioni politiche e amministrative comunitarie, nazionali e territoriali di qualsivoglia livello e natura;
  - h. rispetto del principio di democraticità delle Forze Armate ai sensi dell'articolo 52 della Costituzione, anche al fine di rendere effettiva la libertà di associazione riconosciuta, con particolare attenzione alla elettività delle cariche direttive, per le quali deve essere dunque prevista una durata temporale ben definita e la rieleggibilità solo dopo un adeguato periodo di tempo;
  - i. osservanza del principio di neutralità delle Forze Armate ai sensi degli articoli 97 e 98 della Costituzione, valido per tutto il pubblico impiego e a maggior ragione per i Corpi deputati alla difesa della Patria;
  - j. chiarezza inequivocabile riguardo alla struttura organizzativa, alle modalità di costituzione e di funzionamento nonché alle fonti di finanziamento, consistenti esclusivamente nelle entrate derivanti dalle deleghe connesse al versamento delle quote da parte degli associati;
  - k. assenza di finalità lucrative e previsione di rendiconti patrimoniali annuali, con carattere di massima trasparenza e visibilità;
  - l. rispetto dei principi di trasparenza e *privacy*, come disciplinati dall'ordinamento giuridico.

#### 4. CONCLUSIONI

Restano ferme, a legislazione vigente, le competenze degli Organismi della Rappresentanza Militare.

IL CAPO DI GABINETTO  
(Pres. Roberto Garofoli)

<sup>3</sup> Peraltro, il termine "professione", nella sua più ampia accezione, definisce un'attività lavorativa esercitata in modo continuativo e l'articolo 893 del D.Lgs. n. 66/2010 prevede che "il militare in servizio permanente è fornito di rapporto di impiego che consiste nell'esercizio della professione di militare".

<sup>4</sup> Tale condizione è necessaria per salvaguardare il fondamentale principio di coesione interna della compagine militare affermato dalla Corte Costituzionale nella sentenza n. 449 del 1999, ai punti 2 e 3.



## DISEGNO DI LEGGE

**d’iniziativa dei deputati CORDA, FERRARI, RIZZO, FANTUZ, ARESTA, BELOTTI, CHIAZZESE, FURGIUELE, DALL’OSSO, MARCHETTI, DEL MONACO, PAOLINI, D’UVA, PETTAZZI, ERMELLINO, TOCCALINI, FRUSONE, ZICCHIERI, POTENTI, IORIO, IOVINO, MENGA, MOLINARI, Roberto ROSSINI, Giovanni RUSSO e TRAVERSI**

*(V. Stampato Camera n. 875)*

*approvato dalla Camera dei deputati il 22 luglio 2020*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il 23 luglio 2020*

Norme sull’esercizio della libertà sindacale del personale delle Forze armate e delle Forze di polizia a ordinamento militare, nonché delega al Governo per il coordinamento normativo

## DISEGNO DI LEGGE

---

### Art. 1.

#### *(Diritto di associazione sindacale)*

1. Il comma 2 dell'articolo 1475 del codice dell'ordinamento militare, di cui al decreto legislativo 15 marzo 2010, n. 66, è sostituito dal seguente:

«2. In deroga al comma 1, i militari possono costituire associazioni professionali a carattere sindacale per singola Forza armata o Forza di polizia a ordinamento militare o interforze».

2. Il diritto di libera organizzazione sindacale, di cui all'articolo 39 della Costituzione, è esercitato dagli appartenenti alle Forze armate e alle Forze di polizia a ordinamento militare, con esclusione del personale della riserva e in congedo, nel rispetto dei doveri e dei principi previsti dall'articolo 52 della Costituzione.

3. Gli appartenenti alle Forze armate e alle Forze di polizia a ordinamento militare non possono aderire ad associazioni professionali a carattere sindacale diverse da quelle costituite ai sensi dell'articolo 1475, comma 2, del codice dell'ordinamento militare, di cui al decreto legislativo 15 marzo 2010, n. 66, come sostituito dal comma 1 del presente articolo.

4. Gli appartenenti alle Forze armate e alle Forze di polizia a ordinamento militare possono aderire a una sola associazione professionale a carattere sindacale tra militari.

5. L'adesione alle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari è libera, volontaria e individuale.



6. Non possono aderire alle associazioni di cui alla presente legge gli allievi delle scuole militari e delle accademie militari.

Art. 2.

*(Principi generali in materia di associazioni professionali a carattere sindacale tra militari)*

1. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari operano nel rispetto dei principi di democrazia, trasparenza e partecipazione e nel rispetto dei principi di coesione interna, neutralità, efficienza e prontezza operativa delle Forze armate e delle Forze di polizia a ordinamento militare.

2. Gli statuti delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari sono improntati ai seguenti principi:

*a)* democraticità dell'organizzazione sindacale ed elettività delle relative cariche;

*b)* neutralità ed estraneità alle competizioni politiche e ai partiti e movimenti politici;

*c)* assenza di finalità contrarie ai doveri derivanti dal giuramento prestato dai militari;

*d)* assenza di scopo di lucro;

*e)* rispetto degli altri requisiti previsti dalla presente legge.

Art. 3.

*(Costituzione delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari)*

1. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari, entro cinque giorni lavorativi dalla loro costituzione, depositano lo statuto presso il Ministero della difesa o, per le associazioni professionali a carattere sindacale tra appartenenti al Corpo della guardia di finanza, presso il Ministero del-

l'economia e delle finanze. Il competente dicastero, accertata, entro i sessanta giorni successivi, la sussistenza dei requisiti previsti dalla presente legge, ne dispone la trascrizione in apposito albo ai fini dell'esercizio delle attività previste dallo statuto e della raccolta dei contributi sindacali nelle forme previste dall'articolo 7. Per le associazioni professionali a carattere sindacale riferite a personale di una o più Forze armate e del Corpo della guardia di finanza l'accertamento è svolto dal Ministero della difesa di concerto con il Ministero dell'economia e delle finanze. Non è consentito, nelle more del predetto procedimento, l'esercizio delle attività sindacali né la raccolta dei contributi sindacali.

2. In caso di accertate previsioni statutarie in contrasto con le disposizioni vigenti, il Ministero competente ne dà tempestiva comunicazione all'associazione, che può presentare, entro dieci giorni e per iscritto, formali osservazioni. Entro i successivi trenta giorni, il Ministero adotta il provvedimento finale.

3. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari comunicano entro cinque giorni ogni successiva modifica statutaria al competente Ministero, che ne valuta, ai sensi dei commi 1 e 2, la conformità ai requisiti previsti.

4. In caso di successivo accertamento della perdita anche di uno solo dei requisiti o di violazione delle prescrizioni di legge, il Ministero competente ne dà tempestiva comunicazione all'associazione, che può presentare, entro dieci giorni e per iscritto, le proprie osservazioni. Entro i successivi trenta giorni, il Ministero competente adotta il provvedimento finale, informandone, nel caso di un provvedimento di cancellazione dall'albo di cui al comma 1, il Ministro della pubblica amministrazione.

5. L'associazione incorsa nel provvedimento di cancellazione di cui al comma 4 decade dalle prerogative sindacali e non può

esercitare alcuna delle attività previste. Conseguentemente perdono efficacia le deleghe rilasciate dagli associati per il pagamento dei contributi sindacali ai sensi dell'articolo 7.

Art. 4.

*(Limitazioni)*

1. Alle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari è fatto divieto di:

*a)* assumere la rappresentanza di lavoratori non appartenenti alle Forze armate o alle Forze di polizia a ordinamento militare;

*b)* preannunciare o proclamare lo sciopero, o azioni sostitutive dello stesso, o parteciparvi anche se proclamato da organizzazioni sindacali estranee al personale militare e agli appartenenti alle Forze di polizia a ordinamento militare;

*c)* promuovere manifestazioni pubbliche in uniforme o con armi di servizio o sollecitare o invitare gli appartenenti alle Forze armate o alle Forze di polizia a ordinamento militare a parteciparvi;

*d)* assumere la rappresentanza in via esclusiva di una o più categorie di personale. In ogni caso, la rappresentanza di una singola categoria all'interno di un'associazione professionale a carattere sindacale tra militari non deve superare il limite del 75 per cento dei suoi iscritti;

*e)* assumere una denominazione che richiami, anche in modo indiretto, quella di una o più categorie di personale, specialità, Corpo o altro che non sia la Forza armata o la Forza di polizia a ordinamento militare di appartenenza;

*f)* assumere denominazione o simboli che richiamino, anche in modo indiretto, organizzazioni sindacali per cui sussiste il divieto di adesione, ai sensi della presente legge, od organizzazioni politiche;

g) promuovere iniziative di organizzazioni politiche o dare supporto, a qualsiasi titolo, a campagne elettorali afferenti alla vita politica del Paese;

h) stabilire la propria sede o il proprio domicilio sociale presso unità o strutture del Ministero della difesa o del Ministero dell'economia e delle finanze o del Ministero delle infrastrutture e dei trasporti.

#### Art. 5.

*(Competenze delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari)*

1. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari curano la tutela individuale e collettiva dei diritti e degli interessi dei propri rappresentati nelle materie di cui al comma 2, garantendo che essi assolvano ai compiti propri delle Forze armate e che l'adesione alle associazioni non interferisca con il regolare svolgimento dei servizi istituzionali.

2. Sono di competenza delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari le materie afferenti:

a) ai contenuti del rapporto di impiego del personale militare, indicati agli articoli 4 e 5 del decreto legislativo 12 maggio 1995, n. 195;

b) all'assistenza fiscale e alla consulenza relativamente alle prestazioni previdenziali e assistenziali a favore dei propri iscritti;

c) all'inserimento nell'attività lavorativa di coloro che cessano dal servizio militare;

d) alle provvidenze per gli infortuni subiti e per le infermità contratte in servizio e per causa di servizio;

e) alle pari opportunità;

f) alle prerogative sindacali di cui all'articolo 3 del decreto legislativo 9 aprile

2008, n. 81, sulle misure di tutela della salute e della sicurezza del personale militare nei luoghi di lavoro;

g) agli spazi e alle attività culturali, assistenziali, ricreative e di promozione del benessere personale e dei familiari.

3. È comunque esclusa dalla competenza delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari la trattazione di materie afferenti all'ordinamento militare, all'addestramento, alle operazioni, al settore logistico-operativo, al rapporto gerarchico-funzionale nonché all'impiego del personale in servizio.

4. In relazione alle materie di cui al comma 2, le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari possono:

a) presentare ai Ministeri competenti osservazioni e proposte sull'applicazione delle leggi e dei regolamenti e segnalare le iniziative di modifica da esse eventualmente ritenute opportune;

b) essere ascoltate dalle Commissioni parlamentari del Senato della Repubblica e della Camera dei deputati, secondo le norme dei rispettivi regolamenti;

c) chiedere di essere ricevute dai Ministri competenti e dagli organi di vertice delle Forze armate e delle Forze di polizia a ordinamento militare.

#### Art. 6.

*(Articolazioni periferiche delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari)*

1. Fermo restando quanto previsto dall'articolo 13, gli statuti delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari possono prevedere articolazioni periferiche di livello regionale o territoriale.

2. Gli statuti definiscono le competenze delle articolazioni periferiche, nei limiti dei

rispettivi ambiti regionali o territoriali, nelle seguenti materie:

a) informazione e consultazione degli iscritti;

b) esercizio delle prerogative sindacali di cui all'articolo 3 del decreto legislativo 9 aprile 2008, n. 81, sulle misure di tutela della salute e della sicurezza del personale militare nei luoghi di lavoro;

c) rispetto e applicazione della contrattazione nazionale di comparto, interloquendo con l'amministrazione centrale di riferimento;

d) formulazione di pareri e proposte agli organi direttivi elettivi delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari.

#### Art. 7.

*(Finanziamento e trasparenza dei bilanci delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari)*

1. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari sono finanziate esclusivamente con i contributi sindacali degli iscritti, corrisposti nelle forme previste dal presente articolo. Le associazioni non possono ricevere eredità o legati, donazioni o sovvenzioni in qualsiasi forma, fatta eccezione per la devoluzione del patrimonio residuo in caso di scioglimento di altra associazione professionale a carattere sindacale tra militari.

2. Per la corresponsione del contributo sindacale, i militari rilasciano delega, esente dall'imposta di bollo e dalla registrazione, a favore dell'associazione professionale a carattere sindacale tra militari alla quale aderiscono, per la riscossione di una quota mensile della retribuzione, nella misura stabilita dai competenti organi statutari. Resta fermo il disposto dell'articolo 70 del testo

unico delle leggi concernenti il sequestro, il pignoramento e la cessione degli stipendi, salari e pensioni dei dipendenti dalle pubbliche amministrazioni, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 5 gennaio 1950, n. 180.

3. La delega ha validità dal primo giorno del mese successivo a quello del rilascio fino al 31 dicembre di ogni anno e si intende tacitamente rinnovata se non è revocata dall'interessato entro il 31 ottobre. La revoca della delega deve essere trasmessa, in forma scritta, all'amministrazione e all'associazione professionale a carattere sindacale tra militari interessata.

4. Le modalità di versamento alle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari delle trattenute sulla retribuzione, operate dall'amministrazione in base alle deleghe rilasciate, sono stabilite con decreto del Ministro competente, da emanare entro sessanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

5. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari predispongono annualmente il bilancio preventivo, entro il 31 dicembre dell'anno precedente a quello cui l'esercizio si riferisce, e il rendiconto della gestione precedente, entro il 30 aprile dell'anno successivo; entrambi devono essere approvati dagli associati e resi conoscibili al pubblico, non oltre dieci giorni dalla loro approvazione, mediante idonee forme di pubblicità.

#### Art. 8.

*(Cariche elettive delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari)*

1. Le cariche nelle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari sono esclusivamente elettive e possono essere ricoperte solo da militari in servizio effettivo, che abbiano compiuto almeno cinque anni di servizio nelle Forze armate o nelle Forze di

polizia a ordinamento militare, e da militari in ausiliaria iscritti all'associazione stessa.

2. È eleggibile il militare in servizio che non si trovi in stato di sospensione dall'impiego o di aspettativa non sindacale, che non sia impiegato in funzioni di comando obbligatorio o incarico equipollente per l'avanzamento al grado superiore, in attribuzione specifica o che non rivesta l'incarico di comandante di Corpo e che non risulti frequentatore o allievo delle scuole o delle accademie militari, purché in possesso dei seguenti requisiti: non avere riportato condanne per delitti non colposi o sanzioni disciplinari di stato; non essere imputato in procedimenti penali per delitti non colposi.

3. Non possono essere iscritti ad associazioni professionali a carattere sindacale tra militari coloro che ricoprono i gradi di vertice di cui agli articoli 25, 32 e 40 del codice di cui al decreto legislativo 15 marzo 2010, n. 66, né il Comandante generale del Corpo della guardia di finanza.

4. La durata delle cariche di cui al comma 1 è di quattro anni e non può essere frazionata. Non è consentita la rielezione per più di due mandati consecutivi. Coloro che hanno ricoperto per due mandati consecutivi le cariche di cui al comma 1 sono nuovamente rieleggibili trascorsi tre anni dalla scadenza del secondo mandato.

5. Nessun militare può essere posto in distacco sindacale per più di cinque volte.

#### Art. 9.

*(Svolgimento dell'attività di carattere sindacale e delega al Governo per la disciplina dell'esercizio dei diritti sindacali da parte del personale impiegato in luogo di operazioni)*

1. I rappresentanti delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari svolgono le attività sindacali fuori dell'orario di servizio.



2. Ai fini dello svolgimento dell'attività sindacale, alle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari rappresentative ai sensi dell'articolo 13 sono riconosciuti distacchi e permessi sindacali retribuiti nonché permessi e aspettative sindacali non retribuiti.

3. Con la contrattazione di cui all'articolo 11 sono stabiliti:

a) il contingente massimo dei distacchi autorizzabili per ciascuna Forza armata e Forza di polizia a ordinamento militare nonché il numero massimo annuo dei permessi retribuiti per i rappresentanti delle associazioni rappresentative;

b) la misura dei permessi e delle aspettative sindacali non retribuiti che possono essere concessi ai rappresentanti sindacali.

4. La ripartizione del contingente dei distacchi sindacali e dei permessi retribuiti tra le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari è effettuata con decreto del Ministro per la pubblica amministrazione ai sensi dell'articolo 16, comma 4.

5. Le richieste di distacco o di aspettativa sindacale non retribuita sono presentate dalle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari rappresentative alla Forza armata o alla Forza di polizia a ordinamento militare cui appartiene il personale interessato, le quali, accertati i requisiti oggettivi previsti dalla presente legge, provvedono, entro il termine massimo di trenta giorni dalla richiesta, a darne comunicazione al Dipartimento della funzione pubblica della Presidenza del Consiglio dei ministri e al Ministero della difesa o, per il personale del Corpo della guardia di finanza, al Ministero dell'economia e delle finanze, per i conseguenti provvedimenti di stato.

6. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari possono procedere alla revoca dei distacchi e delle aspettative in ogni momento, comunicandola alla Forza armata o alla Forza di polizia a ordinamento

militare di riferimento nonché al Ministero della difesa o al Ministero dell'economia e delle finanze e al Dipartimento della funzione pubblica per i provvedimenti conseguenti. Le variazioni relative ai distacchi e alle aspettative devono essere comunicate entro il 31 gennaio di ogni anno.

7. Sono vietati l'utilizzo della ripartizione dei distacchi in forma compensativa nonché il loro utilizzo in forma frazionata.

8. I distacchi e le aspettative sindacali non retribuite non possono durare più di tre anni. Nessun militare può essere posto in distacco o in aspettativa sindacale non retribuita più di cinque volte. Tra ciascun distacco o aspettativa sindacale non retribuita deve intercorrere almeno un triennio di servizio effettivo.

9. I dirigenti delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari rappresentative ai sensi dell'articolo 13, che intendono fruire dei permessi sindacali di cui al presente articolo, devono darne comunicazione scritta al proprio comandante, individuato nell'autorità deputata alla concessione della licenza, almeno cinque giorni prima o, in casi eccezionali, almeno 48 ore prima, tramite l'associazione di appartenenza avente titolo. Il comandante autorizza il permesso sindacale salvo che non ostino prioritarie e improcrastinabili esigenze di servizio e sempre che venga garantita la regolare funzionalità del servizio.

10. È vietata ogni forma di cumulo dei permessi sindacali, giornalieri od orari.

11. L'effettiva utilizzazione dei permessi sindacali di cui al presente articolo deve essere certificata entro tre giorni all'autorità individuata ai sensi del comma 9 da parte dell'associazione professionale a carattere sindacale tra militari che ha chiesto e utilizzato il permesso.

12. I permessi sindacali di cui al presente articolo sono equiparati al servizio. Tenuto conto della specificità delle funzioni istituzionali e della particolare organizzazione

delle Forze armate e delle Forze di polizia a ordinamento militare, i permessi sono autorizzati in misura corrispondente al turno di servizio giornaliero e non possono superare mensilmente, per ciascun rappresentante sindacale, nove turni giornalieri di servizio.

13. Per i permessi sindacali retribuiti di cui al presente articolo è corrisposto il trattamento economico corrispondente a quello di servizio, con esclusione delle indennità e dei compensi per il lavoro straordinario e di quelli collegati all'effettivo svolgimento delle prestazioni.

14. Il Governo è delegato ad adottare, entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, un decreto legislativo per disciplinare le particolari limitazioni all'esercizio dell'attività di carattere sindacale da parte del personale impiegato in attività operativa, addestrativa, formativa ed esercitativa, anche fuori del territorio nazionale, inquadrato in contingenti o a bordo di unità navali ovvero distaccato individualmente, secondo il seguente principio e criterio direttivo: consentire l'esercizio e la tutela dei diritti sindacali del personale militare salvaguardando le preminenti esigenze di funzionalità, sicurezza e prontezza operativa correlate alle specifiche operazioni militari.

15. Il decreto legislativo di cui al comma 14 è adottato su proposta del Ministro della difesa, di concerto con il Ministro dell'economia e delle finanze e con il Ministro della funzione pubblica, sentite le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari rappresentative a livello nazionale ai sensi dell'articolo 13 e previa acquisizione del parere del Consiglio di Stato, da rendere nel termine di trenta giorni dalla data di trasmissione dello schema del decreto legislativo, decorso il quale il Governo può comunque procedere. Lo schema del decreto legislativo, corredato di relazione tecnica, è successivamente trasmesso alle Camere per l'espressione dei pareri delle Commissioni parlamentari competenti per materia e per i

profili finanziari, che si pronunciano nel termine di sessanta giorni dalla data di trasmissione, decorso il quale il decreto legislativo può essere comunque adottato. Se il termine previsto per il parere cade nei trenta giorni che precedono la scadenza del termine previsto al comma 14 o successivamente, la scadenza di quest'ultimo è prorogata di novanta giorni. Il Governo, qualora non intenda conformarsi ai pareri parlamentari, trasmette nuovamente i testi alle Camere con le sue osservazioni e con eventuali modificazioni, corredate dei necessari elementi integrativi di informazione e motivazione. Le Commissioni competenti per materia possono esprimersi sulle osservazioni del Governo entro il termine di dieci giorni dalla data della nuova trasmissione. Decorso tale termine, i decreti possono comunque essere adottati.

16. Entro diciotto mesi dalla data di entrata in vigore del decreto legislativo di cui al comma 14, il Governo può adottare, nel rispetto dei principi e criteri direttivi e della procedura di cui ai commi 14 e 15, uno o più decreti legislativi recanti disposizioni integrative e correttive.

17. Dall'attuazione della delega di cui al comma 14 non devono derivare nuovi o maggiori oneri a carico della finanza pubblica.

#### Art. 10.

##### *(Diritto di assemblea)*

1. Per l'esercizio del diritto di associazione sindacale riconosciuto dalla presente legge, i militari, fuori dell'orario di servizio, possono tenere riunioni:

*a)* anche in uniforme, in locali messi a disposizione dall'amministrazione, che ne concorda le modalità d'uso;

*b)* in luoghi aperti al pubblico, senza l'uso dell'uniforme.

2. Sono autorizzate riunioni con ordine del giorno su materie di competenza delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari, durante l'orario di servizio nel limite di dieci ore annue individuali, secondo le disposizioni che regolano l'assenza dal servizio, previa comunicazione, con almeno cinque giorni di anticipo, ai comandanti delle unità o dei reparti interessati da parte dell'associazione professionale a carattere sindacale tra militari richiedente.

3. Le modalità di tempo e di luogo per lo svolgimento delle riunioni sono concordate con i comandanti al fine di renderle compatibili con le esigenze di servizio.

4. Le eventuali controversie sono regolate ai sensi dell'articolo 17.

#### Art. 11.

##### *(Procedure di contrattazione)*

1. Alle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari riconosciute rappresentative a livello nazionale, secondo quanto stabilito dall'articolo 13, sono attribuiti i poteri negoziali al fine della contrattazione nazionale di comparto. La medesima procedura si applica alle Forze armate e alle Forze di polizia a ordinamento militare negli ambiti riservati all'amministrazione di appartenenza, per tutto il personale militare in servizio e in particolare con l'osservanza delle disposizioni di cui al decreto legislativo 12 maggio 1995, n. 195, e all'articolo 46 del decreto legislativo 29 maggio 2017, n. 95.

2. Le procedure che disciplinano i contenuti del rapporto di impiego del personale militare sono stabilite dalla presente legge e si concludono con l'emanazione di distinti decreti del Presidente della Repubblica concernenti rispettivamente il personale delle Forze armate e il personale delle Forze di polizia a ordinamento militare.

3. I decreti del Presidente della Repubblica di cui al comma 2 sono emanati a se-

guito di accordi sindacali stipulati dalle seguenti delegazioni:

*a)* per la parte pubblica: una delegazione composta dal Ministro per la pubblica amministrazione, che la presiede, e dai Ministri della difesa e dell'economia e delle finanze o dai Sottosegretari di Stato rispettivamente delegati, alla quale partecipano, nell'ambito delle delegazioni dei Ministri della difesa e dell'economia e delle finanze, il Capo di stato maggiore della difesa o suo rappresentante, accompagnato dai Capi di stato maggiore delle Forze armate o loro rappresentanti, per l'accordo concernente il personale delle Forze armate, e i Comandanti generali dell'Arma dei carabinieri e del Corpo della guardia di finanza, per l'accordo concernente il personale delle Forze di polizia a ordinamento militare;

*b)* per la parte sindacale: una delegazione sindacale composta da rappresentanti delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari rappresentative del personale delle Forze armate e delle Forze di polizia a ordinamento militare, individuate con il decreto del Ministro per la pubblica amministrazione di cui all'articolo 13, comma 2. Le delegazioni delle organizzazioni sindacali sono composte dai rappresentanti di ciascuna organizzazione sindacale.

4. Sono oggetto di contrattazione le seguenti materie:

*a)* per le Forze armate, le materie di cui all'articolo 5 del decreto legislativo 12 maggio 1995, n. 195;

*b)* per le Forze di polizia a ordinamento militare, le materie di cui all'articolo 4 del decreto legislativo 12 maggio 1995, n. 195.

5. Si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni di cui agli articoli 4, 5, 6, 7 e 8 del decreto legislativo 12 maggio 1995, n. 195.

## Art. 12.

*(Obblighi delle amministrazioni)*

1. Le amministrazioni del Ministero della difesa e del Ministero dell'economia e delle finanze comunicano alle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari riconosciute rappresentative a livello nazionale ai sensi dell'articolo 13 ogni iniziativa volta a modificare il rapporto di impiego del personale militare, con particolare riferimento alle direttive interne della Forza armata o della Forza di polizia a ordinamento militare di appartenenza o alle direttive di carattere generale che direttamente o indirettamente riguardano la condizione lavorativa del personale militare. Tale obbligo di comunicazione è assolto anche attraverso la pubblicazione di tali dati nei portali telematici istituzionali.

## Art. 13.

*(Rappresentatività)*

1. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari sono considerate rappresentative a livello nazionale, ai fini delle attività e delle competenze specificamente individuate dalla presente legge, quando raggiungono un numero di iscritti almeno pari al 4 per cento della forza effettiva complessiva della Forza armata o della Forza di polizia a ordinamento militare. Qualora l'associazione professionale a carattere sindacale sia invece costituita da militari appartenenti a due o più Forze armate o Forze di polizia a ordinamento militare, la stessa dovrà avere una rappresentatività non inferiore al 3 per cento della forza effettiva in ragione della singola Forza armata o Forza di polizia a ordinamento militare, rilevata al 31 dicembre dell'anno precedente a quello in cui si renda necessario determinare la rappresentatività delle associazioni medesime.

2. Con decreto del Ministro per la pubblica amministrazione, sentiti, per quanto di rispettiva competenza, i Ministri della difesa e dell'economia e delle finanze, sono riconosciute le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari rappresentative a livello nazionale, in possesso dei requisiti di cui al presente articolo.

Art. 14.

*(Tutela e diritti)*

1. I militari che ricoprono cariche elettive nelle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari:

*a)* non sono perseguibili in via disciplinare per le opinioni espresse nello svolgimento dei compiti connessi con l'esercizio delle loro funzioni, fatti salvi i limiti della correttezza formale e i doveri derivanti dal giuramento prestato, dal grado, dal senso di responsabilità e dal contegno da tenere, anche fuori del servizio, a salvaguardia del prestigio istituzionale;

*b)* non possono essere trasferiti a un'altra sede o reparto ovvero essere sostituiti nell'incarico ricoperto al momento dell'elezione, se non previa intesa con l'associazione professionale a carattere sindacale tra militari alla quale appartengono, salvi i casi di incompatibilità ambientale o di esigenza di trasferimento dovuta alla necessità di assolvere i previsti obblighi di comando e le attribuzioni specifiche di servizio e, per il personale della Marina, di imbarco, necessari per l'avanzamento, e salvi i casi straordinari di necessità e urgenza, anche per dichiarazione dello stato di emergenza;

*c)* non possono essere impiegati in territorio estero singolarmente, fatte salve le esigenze delle unità di appartenenza;

*d)* possono manifestare il loro pensiero in ogni sede e su tutte le questioni non sog-



gette a classifica di segretezza che riguardano la vita militare, nei limiti previsti dalla presente legge e nelle materie di cui all'articolo 5; possono interloquire con enti e associazioni di carattere sociale, culturale o politico, anche estranei alle Forze armate e alle Forze di polizia a ordinamento militare, e partecipare a convegni e assemblee aventi carattere sindacale, nei modi e con i limiti previsti dalla presente legge;

e) possono inviare comunicazioni scritte al personale militare sulle materie di loro competenza, nonché visitare le strutture e i reparti militari presso i quali opera il personale da essi rappresentato quando lo ritengono opportuno, concordandone le modalità, almeno trentasei ore prima, con i comandanti competenti.

#### Art. 15.

##### *(Informazione e pubblicità)*

1. Le deliberazioni, le votazioni, le relazioni, i processi verbali e i comunicati delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari, le dichiarazioni dei militari che ricoprono cariche elettive e ogni notizia relativa all'attività sindacale possono essere resi pubblici secondo le modalità previste dai rispettivi statuti.

2. Ai dirigenti delle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari è data facoltà di avere rapporti con gli organi di stampa e di rilasciare dichiarazioni esclusivamente in merito alle materie di loro competenza e oggetto di contrattazione nazionale di settore.

3. Negli ordinamenti didattici delle scuole di formazione, di base e delle accademie militari è inserita la materia « elementi di diritto del lavoro e di diritto sindacale in ambito militare ».

## Art. 16.

*(Delega al Governo per il coordinamento normativo e regolamenti di attuazione)*

1. Il Governo è delegato ad adottare, entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, uno o più decreti legislativi per il coordinamento normativo delle disposizioni del decreto legislativo 12 maggio 1995, n. 195, e del codice dell'ordinamento militare, di cui al decreto legislativo 15 marzo 2010, n. 66, nel rispetto dei seguenti princìpi e criteri direttivi:

a) abrogazione delle disposizioni legislative e regolamentari che disciplinano gli istituti della rappresentanza militare;

b) novellazione del codice di cui al decreto legislativo 15 marzo 2010, n. 66, al fine di inserirvi le disposizioni della presente legge;

c) modificazioni e integrazioni normative necessarie per il coordinamento delle disposizioni contenute nelle leggi, negli atti aventi forza di legge, nei regolamenti e nei decreti con le norme della presente legge;

d) semplificazione e maggiore efficienza delle procedure di contrattazione del comparto sicurezza e difesa, attraverso la previsione di un primo livello di negoziazione nel quale regolare gli aspetti comuni a tutte le Forze armate e le Forze di polizia a ordinamento militare, nonché un secondo livello attraverso cui regolare gli aspetti più caratteristici delle singole Forze armate e Forze di polizia a ordinamento militare, ivi compresa la distribuzione della retribuzione accessoria e di produttività.

2. Gli schemi dei decreti legislativi di cui al comma 1, corredati di relazione tecnica, sono sottoposti al parere delle Commissioni parlamentari competenti per materia e per i profili finanziari, che si esprimono entro trenta giorni dalla trasmissione.

3. Con decreto del Ministro della difesa, di concerto con il Ministro dell'economia e delle finanze, ai sensi dell'articolo 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400, entro centocinquanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, è adottato il regolamento di attuazione della presente legge.

4. Con decreto adottato dal Ministro per la pubblica amministrazione, sentiti i Ministri della difesa e dell'economia e delle finanze, nell'ambito delle rispettive competenze, e le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari, entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, è determinato il contingente dei distacchi e dei permessi sindacali per ciascuna Forza armata e Forza di polizia a ordinamento militare, da ripartire tra le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari, sulla base della rappresentatività calcolata ai sensi dell'articolo 13.

5. Entro diciotto mesi dalla data di entrata in vigore dell'ultimo dei decreti legislativi di cui al comma 1, il Governo può adottare, nel rispetto dei principi e criteri direttivi e della procedura di cui al presente articolo, uno o più decreti legislativi recanti disposizioni integrative e correttive.

6. Dall'attuazione della delega di cui al presente articolo non devono derivare nuovi o maggiori oneri a carico della finanza pubblica.

#### Art. 17.

##### *(Giurisdizione)*

1. Sono riservate alla giurisdizione del giudice amministrativo le controversie promosse nell'ambito disciplinato dalla presente legge, anche quando la condotta antisindacale incide sulle prerogative dell'associazione professionale a carattere sindacale tra militari.

2. I giudizi nella materia di cui al comma 1 sono soggetti al rito abbreviato previsto

dall'articolo 119 del codice del processo amministrativo, con le relative norme di attuazione, di cui rispettivamente agli allegati 1 e 2 al decreto legislativo 2 luglio 2010, n. 104.

3. All'articolo 119, comma 1, del codice del processo amministrativo, di cui all'allegato 1 al decreto legislativo 2 luglio 2010, n. 104, dopo la lettera *m-sexies*) è aggiunta la seguente:

« *m-septies*) i provvedimenti che si assumono lesivi di diritti sindacali del singolo militare o dell'associazione professionale a carattere sindacale tra militari che lo rappresenta ».

4. Per le controversie nelle materie di cui alla presente legge, la parte ricorrente è tenuta al versamento, indipendentemente dal valore della causa, del contributo unificato di importo fisso di cui all'articolo 13, comma 6-*bis*, lettera *e*), del testo unico delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di spese di giustizia, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 30 maggio 2002, n. 115. Se la controversia riguarda condotte antisindacali consistenti nel diniego ingiustificato dei diritti e delle prerogative sindacali di cui alla presente legge, l'associazione professionale a carattere sindacale tra militari legittimata ad agire ai sensi del comma 2 può promuovere un previo tentativo di conciliazione presso la commissione individuata ai sensi dell'articolo 18.

5. La richiesta del tentativo di conciliazione di cui al comma 4, sottoscritta da chi ha la rappresentanza legale dell'associazione, è notificata, tramite posta elettronica certificata, sottoscritta digitalmente, ai sensi del codice dell'amministrazione digitale, di cui al decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, oppure mediante raccomandata con avviso di ricevimento, alla commissione di conciliazione competente, che cura l'invio di copia digitale della richiesta all'articolazione

della Forza armata o della Forza di polizia a ordinamento militare interessata. La richiesta deve indicare:

a) la denominazione e la sede dell'associazione, nonché il nome del legale rappresentante e l'atto statutario che gli conferisce i poteri rappresentativi;

b) il luogo dove è sorta la controversia;

c) l'esposizione dei fatti e delle ragioni poste a fondamento della pretesa.

6. L'articolazione della Forza armata o della Forza di polizia a ordinamento militare interessata dalla controversia deposita presso la commissione di conciliazione, entro dieci giorni dal ricevimento della copia della richiesta, una memoria contenente le difese e le eccezioni in fatto e in diritto. Entro i dieci giorni successivi a tale deposito, la commissione fissa, per una data compresa nei successivi trenta giorni, la comparizione dell'associazione e dell'articolazione dell'amministrazione interessata per il tentativo di conciliazione. Dinnanzi alla commissione, per l'associazione professionale a carattere sindacale tra militari deve presentarsi il legale rappresentante ovvero altro militare ad essa appartenente appositamente delegato. Non è ammessa la partecipazione di soggetti non appartenenti all'associazione.

7. Se la conciliazione esperita ai sensi dei commi 4, secondo periodo, 5 e 6 ha esito positivo, viene redatto un processo verbale che riporta il contenuto dell'accordo raggiunto. Il processo verbale, sottoscritto dalle parti e dal presidente della commissione di conciliazione, costituisce titolo esecutivo. Se non è raggiunto l'accordo, la medesima controversia può costituire oggetto di ricorso innanzi al giudice amministrativo ai sensi dei commi 1 e 2.

8. Alle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari è attribuita legittimazione attiva in giudizio in sede civile, penale e amministrativa quando sussiste inte-

resse diretto in relazione alle materie di competenza di cui all'articolo 5 della presente legge.

Art. 18.

*(Procedure di conciliazione)*

1. È istituita presso il Ministero della difesa la commissione centrale di conciliazione per la risoluzione in via bonaria delle controversie indicate all'articolo 17, comma 4, aventi rilievo nazionale. Per la conciliazione delle medesime controversie riferite al personale del Corpo della guardia di finanza è istituita analoga commissione centrale presso il Ministero dell'economia e delle finanze.

2. Sono altresì istituite, presso unità organizzative di livello non inferiore a quello regionale o paritetico delle Forze armate e delle Forze di polizia a ordinamento militare, almeno cinque commissioni periferiche di conciliazione, per la risoluzione in via bonaria delle controversie indicate all'articolo 17, comma 4, aventi rilievo locale.

3. Le commissioni di cui ai commi 1 e 2, le cui modalità di costituzione e funzionamento sono definite con regolamento adottato ai sensi dell'articolo 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400, con decreto del Ministro della difesa, di concerto con il Ministro dell'economia e delle finanze, da emanare entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge:

a) sono presiedute, con funzione di garanzia, da un presidente nominato con decreto del Ministro della difesa o, per le commissioni riferite al personale del Corpo della guardia di finanza, dal Ministro dell'economia e delle finanze, sentite le Commissioni parlamentari competenti per materia, scelto tra gli iscritti in un elenco appositamente istituito presso i citati Ministeri e comprendente magistrati, avvocati iscritti all'albo speciale degli avvocati ammessi al pa-

trocínio dinnanzi alle giurisdizioni superiori e professori universitari in materie giuridiche;

b) sono composte da appartenenti alla Forza armata o alla Forza di polizia a ordinamento militare di riferimento e da militari designati, nell'ambito dei propri iscritti, dalle associazioni riconosciute rappresentative ai sensi dell'articolo 13 della presente legge. I militari appartenenti alle commissioni di conciliazione svolgono tale attività per servizio e sono individuati, con incarico non esclusivo, fra coloro che sono impiegati nell'ambito della regione amministrativa nella quale ha sede la commissione di cui sono componenti.

4. Per promuovere il tentativo di conciliazione, la parte ricorrente è tenuta a versare, con le modalità definite dal regolamento di cui al comma 3, un contributo pari a euro 155 per le procedure dinnanzi alle commissioni centrali di cui al comma 1 e pari a euro 105 per le procedure dinnanzi alle commissioni periferiche di cui al comma 2.

5. Le amministrazioni interessate provvedono all'istituzione e al funzionamento delle commissioni di cui ai commi 1 e 2 nell'ambito delle risorse umane, finanziarie e strumentali disponibili a legislazione vigente e, comunque, senza nuovi o maggiori oneri per la finanza pubblica. Ai rispettivi componenti non spettano compensi, gettoni di presenza, rimborsi di spese o altri emolumenti comunque denominati.

#### Art. 19.

##### *(Abrogazioni e norme transitorie)*

1. Dalla data di entrata in vigore della presente legge sono abrogati gli articoli da 1476 a 1482 del codice dell'ordinamento militare, di cui al decreto legislativo 15 marzo 2010, n. 66.

2. I delegati della rappresentanza militare di cui al capo III del titolo IX del libro quarto del codice di cui al decreto legislativo 15 marzo 2010, n. 66, il cui mandato è in corso alla data di entrata in vigore della presente legge, restano in carica esclusivamente per le attività di ordinaria amministrazione fino all'entrata in vigore del decreto di cui al comma 4 dell'articolo 16 e comunque non oltre il novantesimo giorno successivo alla data di entrata in vigore della presente legge.

3. In via transitoria, limitatamente ai primi tre anni dalla data di entrata in vigore della presente legge, la quota percentuale di iscritti prevista dal comma 1 dell'articolo 13 è ridotta al 3 per cento.

4. Le associazioni professionali a carattere sindacale tra militari, che alla data di entrata in vigore della presente legge abbiano già conseguito l'assenso del Ministro competente, si adeguano ai contenuti e alle prescrizioni della presente legge entro novanta giorni dalla medesima data di entrata in vigore. Decorso tale termine, il Ministro competente effettua sulle predette associazioni i controlli previsti dall'articolo 3.

#### Art. 20.

##### *(Clausola di invarianza finanziaria)*

1. Dall'attuazione della presente legge non devono derivare nuovi o maggiori oneri per la finanza pubblica. Le amministrazioni interessate vi provvedono nell'ambito delle risorse umane, finanziarie e strumentali disponibili a legislazione vigente.









# COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA DI FINANZA

VI Reparto - Affari Giuridici e Legislativi

Ufficio Relazioni con Organismi di Rappresentanza e Associazioni Sindacali

Viale XXI Aprile, 51 - 00162 Roma - Tel. 06-44223526 - PEC: rm0010218p@pec.gdf.it

Guardia di Finanza



Prot: **0076194/2021**

Data: **18/03/2021**

Tipo: Uscita

AOO: COGE

UOR: RM0010001406

Roma

**Oggetto:** utilizzo bacheche all'interno delle caserme.

**AL Sindacato Finanziari Democratici (S.F.D.)**

**(alla c.a. del Sig. Pasquale Valente)**

**["postmaster@pec.sindacatofinanzieridemocratici.org"](mailto:postmaster@pec.sindacatofinanzieridemocratici.org)**

Riferimento missiva in data 14 marzo 2021

In esito alla richiesta pervenuta con la missiva in riferimento, si rappresenta che, alla luce dell'attuale quadro normativo e delle disposizioni ministeriali emanate in materia, non è possibile concedere alle associazioni professionali a carattere sindacale tra militari l'utilizzo di spazi murali nei locali dei reparti per l'affissione di comunicazioni.

d'ordine

IL CAPO UFFICIO

(Col. t. ST Gaetano Senatore)



Presidenza del Consiglio dei Ministri  
Dipartimento della Funzione Pubblica  
UFFICIO RELAZIONI SINDACALI  
Servizio per i procedimenti negoziali  
per la rappresentatività sindacale e gli scioperi

Al Sindacato Finanziari Democratici (S.F.D.)

Alla Federazione Lavoratori Militari (FLM)

Al Sindacato dei Militari

[sindacatodeimilitari@pec.sindacatodeimilitari.org](mailto:sindacatodeimilitari@pec.sindacatodeimilitari.org)

**OGGETTO:** Atto di significazione diffida e messa in mora del 31 maggio 2021 del Sindacato Finanziari Democratici (SFD), Federazione Lavoratori Militari (FLM) e Sindacato dei Militari, per la partecipazione alle trattative per il rinnovo degli accordi sindacali di negoziazione e concertazione - Comparto Sicurezza/Difesa - triennio 2019/2021.

In riferimento all'atto di significazione diffida e messa in mora del 31 maggio 2021, acquisito in pari data al prot. DFP 37092, con il quale codeste Associazioni hanno chiesto riscontro alla lettera del 30 aprile 2021 in merito all'ammissione alle procedure negoziali per il personale non dirigente del Comparto Sicurezza/Difesa, triennio 2019-2021, si precisa quanto segue.

Con sentenza n. 120 in data 11 aprile 2018, la Corte costituzionale ha dichiarato l'illegittimità dell'art. 1475, comma 2, del decreto legislativo 15 marzo 2010, n. 66 (Codice dell'ordinamento militare), in quanto prevede che «*I militari non possono costituire associazioni professionali a carattere sindacale o aderire ad altre associazioni sindacali*» invece di prevedere che «*I militari possono costituire associazioni professionali a carattere sindacale alle condizioni e con i limiti fissati dalla legge; non possono aderire ad altre associazioni sindacali*».

È stata, pertanto, introdotta una **riserva assoluta di legge** in materia di costituzione delle Associazioni professionali a carattere sindacale tra militari.

Dopo l'intervento della Corte Costituzionale, il Ministero della difesa e il Ministero dell'economia e delle finanze, con circolari rispettivamente del 21 settembre 2018 e del 30 ottobre 2018, hanno fornito specifiche indicazioni per consentire l'avvio delle procedure per la costituzione di Associazioni professionali a carattere sindacale tra militari, ed hanno espressamente disposto che «*restano ferme, a legislazione vigente, le competenze degli Organismi della Rappresentanza Militare*».

Sul punto si è pronunciato anche il TAR del Lazio, Sezione Prima Bis, con ordinanza n. 963/2021 del 12 febbraio 2021, il quale ha rigettato l'istanza cautelare nel ricorso proposto dal Si.Na.Fi. – Sindacato Nazionale Finanziari - per il riconoscimento del diritto a partecipare alle procedure per la definizione dell'accordo sindacale nonché dei relativi provvedimenti di



Presidenza del Consiglio dei Ministri

Dipartimento della Funzione Pubblica

UFFICIO RELAZIONI SINDACALI

Servizio per i procedimenti negoziali  
per la rappresentatività sindacale e gli scioperi

concertazione del Comparto Sicurezza/Difesa afferenti al personale non dirigente per il triennio 2019-2021.

In particolare, il Giudice amministrativo ha precisato che, *“allo stato della disciplina legislativa attualmente vigente, pur a seguito della pronuncia della Corte Costituzionale 11 aprile 2018, n. 120, non sussistono i presupposti per l'accoglimento della pretesa, sostanzialmente fatta valere dal Sindacato ricorrente, di partecipare alla procedura relativa alla definizione dell'accordo sindacale e dei provvedimenti di concertazione del Comparto Sicurezza/Difesa – triennio 2019/2021 – personale non dirigente”*.

A tal riguardo in Parlamento, e in particolare al Senato della Repubblica, è incardinato presso la IV Commissione Permanente (Difesa) il disegno di legge (AS 1893) recante *“Norme sull'esercizio della libertà sindacale del personale delle Forze armate e dei corpi di polizia ad ordinamento militare, nonché delega al Governo per il coordinamento normativo”*, già approvato in prima lettura dalla Camera dei Deputati.

Ciò premesso, si ritiene che, nelle more di un intervento normativo afferente ad un mirato riordino della disciplina in materia, non sussistano al momento i presupposti giuridici per procedere alla convocazione delle Associazioni professionali a carattere sindacale tra militari, dovendo il Dipartimento attenersi al rispetto della normativa attualmente vigente, in particolare del d. lgs. 12 maggio 1995, n. 195.

Si ribadisce, infine, che la mancata convocazione di codeste Associazioni non comporta alcuna lesione degli interessi del personale iscritto alle Associazioni medesime, che trovano piena tutela attraverso le Sezioni COCER, depositarie degli interessi collettivi di tutto il personale militare.

**IL CAPO DEL DIPARTIMENTO**

(dott. Marcello Fiori)



Firmato digitalmente da FIORI  
MARCELLO  
C = IT  
O = PRESIDENZA CONSIGLIO DEI  
MINISTRI